



Pénurie de main-d'œuvre

Plafonner la population aggraverait les défis démographiques

20.02.2026

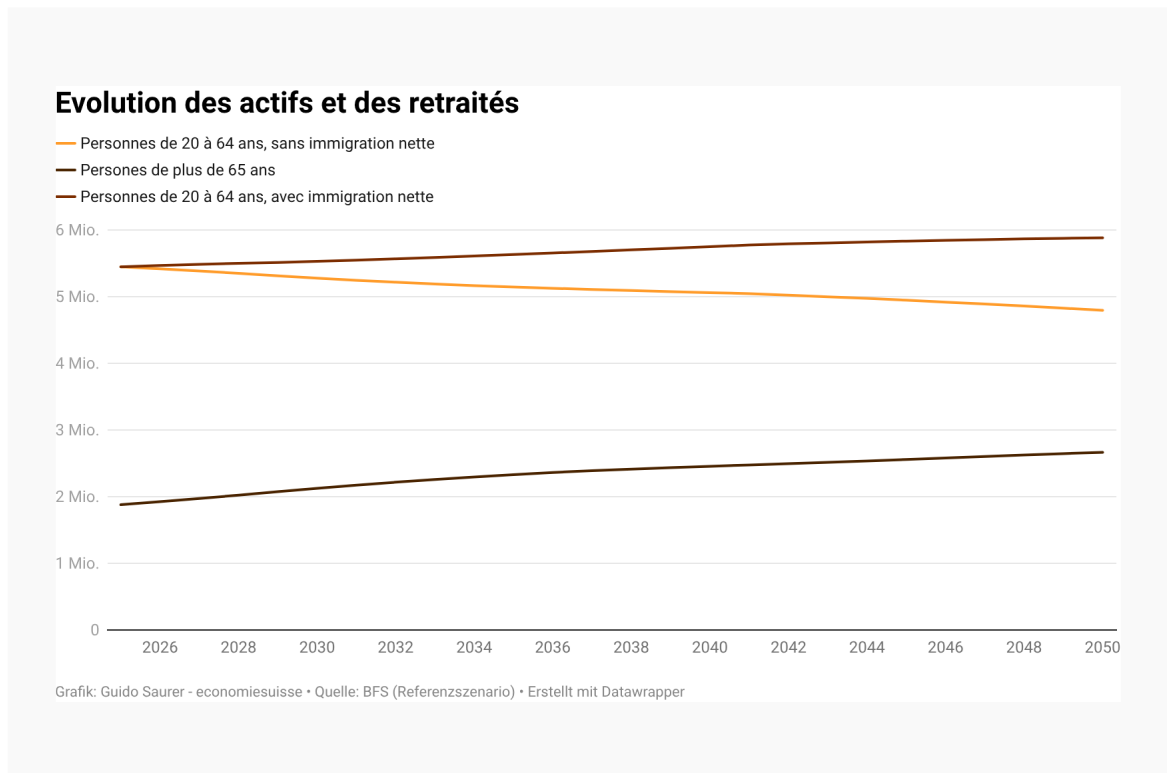
D'un coup d'oeil

- La population active de Suisse diminue, car il y a chaque année plus de personnes qui partent à la retraite que de jeunes qui entrent sur le marché du travail
- Le nombre de personnes de plus de 65 ans augmente fortement et le rapport entre bénéficiaires de rentes et cotisants à la prévoyance vieillesse se détériore
- Sans immigration, la main-d'oeuvre manquerait et le système de retraite serait encore plus sous pression. Un plafond démographique rigide aggraverait massivement les problèmes

Pendant de longues années, la Suisse a bénéficié d'un dividende démographique avec une population active qui augmentait grâce aux nombreux baby-boomers en âge de travailler. Les entreprises avaient des travailleurs à disposition, la performance économique a fortement augmenté, tout comme la prospérité. En même temps, la charge financière était modérée pour les actifs, le financement de la prévoyance vieillesse pouvant s'appuyer sur de nombreux cotisants – pour peu de bénéficiaires. Mais le vent a tourné: depuis 2019, il y a chaque année plus de personnes qui partent à la retraite que de jeunes qui entrent sur le marché du travail. Cela a de graves conséquences.

Moins de personnes en âge de travailler – plus de retraités

La population active nationale diminue d'année en année et il y a peu de chances que cela change à moyen terme. Sans nouvelle main-d'œuvre venant de l'étranger, la population en âge de travailler diminuera de 11 % entre aujourd'hui et 2050. En même temps, la population des 65 ans et plus aura augmenté de presque 39 %. Ce chiffre tient déjà compte du fait que le nombre des plus de 65 ans qui quittent notre pays chaque année dépasse le nombre de ceux qui viennent s'y installer. Il y aura donc encore d'autres personnes qui, bien que vivant à l'étranger, pourront à juste titre prétendre à une rente. Parallèlement, de nouvelles personnes en âge de travailler immigreront chaque année en Suisse, ce qui permettra de compenser les départs en Suisse. Avec une croissance de 8 % d'ici 2050 et même avec une immigration nette, la population active augmentera pourtant nettement moins que les plus de 65 ans. Pour le financement de la prévoyance vieillesse, cela signifie que, dans les années à venir, le rapport entre cotisants et bénéficiaires se dégradera fortement, et ce aux dépens de la population active.



Plafonner la population serait un poison pour faire face aux défis démographiques

Résumons: toute croissance de la population en âge de travailler reposera exclusivement sur l'immigration, tandis que le vieillissement de la population locale fera baisser la population active. La part des plus de 65 ans, elle, augmentera fortement, même si une partie des retraités transfère son domicile à l'étranger. La Suisse se verra donc confrontée à d'énormes défis: les entreprises du pays manqueront d'une part de main-d'œuvre, le financement de la prévoyance vieillesse se retrouvera d'autre part en difficulté, les bénéficiaires de rentes augmentant plus vite que les cotisants. Pour l'instant, la Suisse peut atténuer ces effets grâce à l'immigration.

Les entreprises arrivent à couvrir leurs besoins avec des travailleurs étrangers et peuvent ainsi compenser la perte de main-d'œuvre dans le pays. Et comme les immigrés sont le plus souvent en âge de travailler, les besoins de financement de la prévoyance vieillesse – en forte hausse – peuvent être répartis sur quelques épaules de plus. Mais même avec l'immigration, les défis démographiques restent importants. Ceux qui veulent, en plus, introduire un plafonnement rigide de la population acceptent en toute connaissance de

cause que nous ne pourrions pas relever ces défis. Du moins pas sans un préjudice considérable à notre économie ni baisse dans la qualité des services et prestations, ni sans une forte charge supplémentaire inacceptable pour chaque personne active en Suisse.



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction



Guido Saurer

Responsable suppléant du département Politique économique et formation



Corine Fiechter

Responsable de projets Politique économique et formation